

Les évolutions possibles de l'Union européenne

Jusqu'à présent, en dépit de tous les bouleversements géopolitiques intervenus depuis l'invasion de l'Ukraine en 2014, les Européens ont su rester unis. Ni Poutine, ni Trump, ni Erdogan n'ont réussi à provoquer des fractures entre Européens comme cela avait été le cas lors de l'intervention américaine en Irak en 2003. Le Brexit, loin de servir d'exemple, a ressoudé les rangs européens et il n'y a plus de contestation sur le principe même de l'Union. Celle-ci a glissé sur son contenu et sa forme. C'est un progrès, mais ne nous leurrions pas. Les braises de la division entre Europe de l'Est et de l'Ouest et entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud couvent sous les cendres.

Aucun problème de fond n'a été réglé

Le premier problème est celui de l'efficacité. Tel Gulliver, l'Union est entravée dans son action par les mille limites que les Etats membres ont posé. Les domaines où son action est efficace sont ceux où elle dispose d'une compétence exclusive, comme la politique commerciale. Les domaines d'inefficacité sont ceux où les décisions se prennent à l'unanimité tels la politique étrangère et la défense commune.

Le second problème est celui de la légitimité : seules les scènes politiques nationales comptent. Chacun voit midi à sa porte et se fiche comme une guigne de ce qui se passe ailleurs. Les Européens continuent à voir le monde à travers leurs lunettes et l'Union comme une vache à lait.

Le troisième problème est celui du sens : une Union « plus étroite » mais jusqu'où ? Notre indécision a produit pléthore de solutions inachevées, « mi-cuites ». Nous avons fait l'euro, mais sans harmoniser nos fiscalités. Nous avons créé l'espace Schengen, mais en laissant à chaque Etat le soin de surveiller ses frontières. Nous voulons la défense européenne, mais pas intégrer nos forces ni nos industries.

Il y a peu de chances que cela change

Résoudre le problème de l'efficacité des institutions européennes exigerait d'étendre le vote à la majorité qualifiée, car nous sommes dans la situation d'une copropriété où toutes les décisions se prennent à l'unanimité et où aucun copropriétaire ne veut renoncer à son veto. Ça ne peut pas marcher. Mais pour autant les Nations – les grandes comme les petites - ne sont pas prêtes à abandonner leur droit de veto.

Pour ce qui est de la légitimité, des progrès ont été accomplis. L'actuel président de la Commission a été imposé par le Parlement européen, plus que choisi par les dirigeants des Etats membres. Mais la seule façon de purger définitivement la question serait d'élire le Président de la Commission au suffrage universel ou à tout le moins accepter qu'il émane d'une majorité parlementaire, ce qui suppose d'authentiques partis politiques transnationaux.

Enfin, le problème du sens est lié au fait que les citoyens européens ne perçoivent pas les enjeux des élections européennes, tout simplement parce qu'il n'y a pas de partis politiques européens capables d'exprimer des choix. Il faut « politiser » l'Europe pour intéresser ses citoyens.

L'Europe à la croisée des chemins

Le problème est que tout se tient : pour accroître l'efficacité de l'Union, il faut accepter d'en changer les institutions afin de les rendre plus légitimes, et pour cela changer le sens du projet européen : dépasser le stade du marché pour atteindre celui d'une authentique Union politique. Or il n'y a pas de consensus sur ces changements. Il est politiquement plus rentable et plus facile de pleurnicher sur l'inefficacité de l'Union que de trouver des solutions pour l'améliorer.

La première évolution possible serait qu'il n'y ait pas d'évolution : les chefs d'Etats et de gouvernement se montrent incapables de s'accorder sur un projet et persévèrent dans le « petitpatisme » et le pragmatisme qui consistent depuis 20 ans à faire croire que l'on fait quelque chose alors qu'on ne fait pas grand-chose. Le problème est que si la construction européenne reste au milieu du gué, une crise plus forte que les autres l'emportera. D'autant que les Etats-Unis et la Chine s'emploient à attiser les divisions de l'Union afin d'empêcher son émergence en tant que compétiteur stratégique, comme on le voit avec l'Italie succombant aux propositions chinoises ou la Pologne aux sollicitations américaines.

Afin d'éviter le statu quo mortifère l'autre évolution serait, sans attendre un improbable alignement astral des dirigeants européens, d'obtenir un changement d'état d'esprit. Pour cela il faudrait que les citoyens s'emparent du projet européen. A défaut de précéder leurs peuples, les leaders seront contraints de les suivre. Après tout c'est bien ce qui se produit avec certains mouvements sociaux.